Accord Mercosur/Union européenne : étude d'impact

3 janvier 2012

La Commission européenne a commandé **trois études d'impacts visant à estimer les effets potentiels d'un accord de libre échange entre l'Union européenne et le Mercosur :**

- La première étude conduite par *Copenhagen Economics* sur les effets au plan macroéconomique et par grands secteurs ;
- La seconde conduite par le *Joint Research Center* (JCR/IPTS) davantage centrée sur les productions agricoles ;
- La troisième conduite par la Commission européenne elle-même sur les effets microéconomiques au niveau des exploitations agricoles européennes.

Bien que les deux premières études mobilisent des modèles d'équilibre général calculable (CGE), elles **diffèrent sur les conditions initiales, les hypothèses et scénarios**.

Malgré ces divergences, il ressort très nettement que **les effets sur l'agriculture seront sensibles et défavorables**. La première étude conclut à une augmentation des importations agricoles depuis le Mercosur d'environ 33%, accompagnant une baisse du PIB agricole de 1%. La deuxième étude prévoit des résultats plus modestes à l'échelle du secteur agricole (augmentation des importations de 6% à 8% et baisse de la valeur ajoutée agricole de seulement 0,18%, hors Doha et dans le cadre d'un accord sur la base de l'offre Mercosur). Toutefois, les impacts sont très nets sur les filières bœuf (baisse des prix de 6% et de la production de 2% dans l'hypothèse d'un accord sur la proposition Mercosur), volaille (baisse de production de 1%) et fruits (baisse des prix entre 2,3% et 4,5% et baisse de production).

Fort logiquement, ce sont les régions et pays les plus orientés sur ces productions qui sont les plus touchés. En particulier l'Irlande (baisse de -3,14% du revenu par hectare dans le scenario offre Mercosur, hors Doha), le Luxembourg, le Royaume-Uni, l'Autriche puis la France (-1,55% dans ce même scenario).

La troisième étude conclut à un impact très faible en matière de cessation d'activité et de pertes d'emploi (0,4% de l'emploi agricole à long terme et jusqu'à 3,5% dans les régions les plus touchées).

Face à ces pertes pour l'agriculture, les gains à l'échelle macroéconomique sont particulièrement modestes (entre 0,1% et 0,2% d'augmentation du PIB européen selon l'étude 1, de l'ordre de 0,01% pour l'étude 2).

Ces modèles sont des modèles statiques qui reposent sur les hypothèses standard de la concurrence parfaite et n'incluent par conséquent pas la volatilité des marchés agricoles.

Pierre Claquin, Centre d'études et de prospective